

Les recensions de l'Académie 1

Les clefs de la crise ivoirienne / Jean-Pierre Dozon éd. Karthala, 2011 cote : 58.133

La plupart des livres – et ils sont nombreux – consacrés à la crise ivoirienne souffrent d'un handicap, celui de ne pas prendre en compte les antécédents et notamment l'histoire précoloniale et coloniale du pays. Les évènements des vingt dernières années sont la conséquence de ce qui s'est passé depuis un siècle dans cette région d'Afrique de l'Ouest. Et le mérite de Jean-Pierre Dozon est d'avoir utilisé les études approfondies qu'il a faites par le passé des populations locales, notamment des Bété et des phénomènes religieux.

Les premiers colons français en Côte d'Ivoire ont été des commerçants. Devant la résistance de certaines populations à la présence européenne, le gouvernement a nommé un gouverneur à poigne, Angoulvant, qui a employé la force brutale pour mater la résistance autochtone. Utilisant les premières études ethnographiques, l'administration établit une classification des populations en fonction de leur docilité à la colonisation. Les plus mal notés étaient les Bété du centre ouest et les Agni. Par contre les Baoulé s'adaptèrent mieux à la modernisation.

L'introduction, de la culture du café et du cacao attira des travailleurs venant de la Haute-Volta. En dehors de la main d'œuvre embauchée par les colons européens, beaucoup d'immigrants s'installèrent dans le centre ouest en achetant des terres aux autochtones. À ces nouveaux planteurs s'ajoutèrent ceux que l'on appelait les « col-porteurs dioulas », essentiellement des musulmans venus du Nord. À partir de 1930, la modernisation des cultures profite surtout aux Baoulés. En 1934, les planteurs ivoiriens créent une *Association de défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire* pour s'opposer à la mainmise des colons sur la caféiculture et la cacao culture. En juillet 1944, Félix Houphouët-Boigny, un médecin africain qui a repris la grosse chefferie baoulé de Yamoussoukro et a été élu à l'Assemblée nationale constituante, crée le *Syndicat agricole africain*, qui donne bientôt naissance au Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), section ivoirienne du Rassemblement démocratique africain (RDA), dont Houphouët-Boigny devint le chef incontesté.

Après l'indépendance d'août 1960; des oppositions se manifestent dans diverses régions contre le régime stalinien du PDCI et sont réprimées au prix de milliers d'arrestations. Dans la ligne du mouvement harriste de la Première Guerre mondiale, une centaine d'églises



Académie des sciences d'outre-mer

autocéphales accentue les divisions au sein des populations. À partir de 1982, le mouvement sécessionniste prend de l'ampleur chez les Bété sous l'impulsion de Laurent Gbagbo, leader syndicaliste étudiant qui crée un nouveau parti, le Front populaire ivoirien (FPI). Son idéeforce est la promotion d'un « peuple » ivoirien libéré de l'emprise croissante des « étrangers ». L'idée d'une « ivoirité constitutionnelle » est pourtant absurde : la présence d'étrangers est une des caractéristiques et des richesses de la Côte d'Ivoire. Houphouët-Boigny appuie son pouvoir sur eux. Si en 1966, il échoue à faire adopter la double nationalité, en 1990, il facilite le droit de vote des étrangers.

Cette année 1990 marque la fin des «trente glorieuses» années de prospérité. Houphouët-Boigny nomme Alassane Ouattara Premier ministre, qui instaure un régime d'austérité. La paupérisation s'accentua, le FPI l'attribua à la présence des étrangers ; les manifestations se multiplièrent, durement réprimées par l'armée commandée par Robert Guéï, Gbabo est arrêté. Le 7 décembre 1993, Félix Houphouët-Boigny meurt. Selon la tradition des chefs baoulé, il n'avait pas préparé sa succession. Elle échut au Président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, un vieux compagnon du défunt. Le Premier ministre, Alassane Dramane Coulibay, est écarté. Un de ses partisans Djéni Kobina, entraîne une fraction du PDCI pour fonder le Rassemblement des démocrates (RDR) dont Alassane Ouattara ne sera élu Président qu'en 1999. Aux élections de 1995, FPI et RDR avaient fait alliance contre le PDCI. À l'approche de l'élection présidentielle de 1999, des mesures furent prises pour légaliser l'ivoirité et écarter Ouattara du scrutin ; réélu chef d'État; Henri Konan Bédié laissa s'installer un régime de corruption qui entraîna le général Guéï à prendre le pouvoir dès décembre 1999. L'ivoirité fut adoptée par referendum en juillet 2000. L'élection présidentielle du 22 octobre 2000 donna lieu à une violente contestation au terme de laquelle Laurent Gbabo finit par s'imposer.

Loin d'essayer de s'entendre avec les partisans d'Alassane Ouattara, le nouveau régime multiplia les exactions contre les partisans du RDR et plus largement contre les Nordistes. Le 19 septembre 2002, un soulèvement mit aux mains des rebelles tout le nord du pays jusqu'à Bouaké, tandis que le général Guéï et sa famille étaient éliminés. Un chef se dégagea dans le nord en la personne de Guillaume Soro, ancien leader étudiant. La France sauva le régime en bloquant les rebelles à hauteur de Yamoussoukro.

Les évènements des dix dernières années sont connus, ils ont abouti à la difficile prise de pouvoir d'Alassane Ouattara et à la détention de Laurent Gbagbo à la Cour pénale internationale. L'histoire de la Côte d'Ivoire, depuis le début de la colonisation, laisse craindre qu'une réconciliation générale ne soit difficile.

Joseph-Roger de Benoist